

LE CRIME D'ETRE PAUVRE

Cachan, des familles sans logement expulsées

Depuis le 18 août, 300 personnes sont réfugiées dans le gymnase Belle image de Cachan, suite à l'évacuation par la force du bâtiment de la Cité universitaire qu'elles occupaient. Car depuis 3 ans un millier de personnes sans logement s'étaient installées dans ce bâtiment désaffecté. Le 17 août, le ministère de l'Intérieur organise une offensive policière contre ces familles de travailleurs pauvres : 600 CRS mobilisés, 50 personnes placées en centre de rétention, 15 blessés, et une mise en scène tout à fait glauque : accès bouclés, habitants disposés en file indienne avant d'être triés, les sans-papiers d'un côté – évacués par fourgons, tandis que les personnes en situations régulières sont dirigées vers des « hôtels ». Les hommes partis travailler sont arrêtés à leur retour dans les gares RER voisines. Des familles sont séparées, Siaka un enfant de 2 ans est envoyé à l'orphelinat pour exercer un chantage sur ses parents. Des situations humaines qui rappellent les heures les plus sinistres de l'histoire de France.

Cet événement prend place dans une politique de plus en plus répressive qui s'acharne sur les plus faibles, prioritairement les travailleurs sans papiers. Sarkozy a ainsi joué avec les nerfs de milliers de familles à qui il a promis une régularisation, pour finalement se rétracter. Annoncées à grands bruits au début de l'été, les régularisations devaient se faire selon des critères précis définis dans une circulaire que le ministère a envoyé en juillet aux préfets. Mais le gouvernement semble s'être fixé un « quota » de 6000 et quelques dossiers : dès que le chiffre a été atteint, en août, les familles ont reçu des réponses négatives alors qu'elles correspondaient à tous les critères. C'est donc avec cynisme et arbitraire que le processus de régularisation annoncé devient une sorte de tirage au sort. Cette entreprise de régularisation de 6924 sans-papiers (chiffre dérisoire) a sans doute servi d'appât pour retrouver et fichier tous les autres.

Cette politique est orchestrée par un gouvernement soucieux de son image et un ministre de l'intérieur parti en campagne. A Cachan, les CRS ont eu la surprise de découvrir que les médias étaient déjà là à leur arrivée sur les lieux... L'évacuation de Cachan, destinée à produire les images choc du 20h, s'inscrit dans la même politique répressive que les expulsions d'enfants sans papiers scolarisés. Depuis quelques

mois le collectif RESF, avec l'aide de parents d'élèves et des lycéens camarades de ces enfants, alerte et organise la défense de ces enfants que le gouvernement veut expulser. La chasse à l'immigré, au sans-papier, au sans logis est devenue une arme de gouvernement et de campagne électorale. Sarkozy veut concurrencer Le Pen sur son terrain, gagner un électorat séduit par sa démagogie sécuritaire. Les dérapages (contrôlés) sur les quartiers à nettoyer au kärcher, les expulsions d'immigrés massives et médiatiques, visent le même public.

Mais c'est aussi une offensive idéologique. Il faut évacuer la question sociale de la campagne électorale. Il faut justifier une politique de plus en plus arrogante qui se résume à assurer aux riches la protection financière et policière de ses biens. Attaquer des travailleurs sans logement ou sans papiers, les montrer menottes aux poignets, humiliés, raflés, participe de toute une politique de criminalisation de la pauvreté. En même temps les militants anti-CPE, des lycéens et étudiants, les jeunes qui se sont révoltés dans les banlieues en novembre 2005, sont jugés avec une grande sévérité. Comme si participer à la vie politique, exprimer une colère ou une protestation, était un acte de délinquance. Le débat politique et social est confisqué.

Le PS n'a rien de mieux à dire. Il parle d'immigration « concertée et régulée » là où Sarkozy évoque une immigration « choisie et non subie ». Cherchez la différence. Ségolène Royal joue les mères de famille sévères, parle « d'ordre juste », de discipline, de sanction, de camps militaires pour les mauvais élèves. C'est tout le PS qui suit la droite sur le terrain de l'insécurité. Après avoir lui-même organisé les expulsions quand il était au pouvoir, avec un Chevènement zélé qui refusait les régularisations. Rien donc à attendre d'eux si ce n'est la continuation de la même politique.

Gauche ou droite, tous ces partis ont peur du camp des salariés, des chômeurs et des jeunes. Jouer la division du racisme est leur dernière carte. La population n'a rien à attendre de ces partis. Notre force c'est de n'avoir aucune illusion. Avec ou sans papiers, avec ou sans logement, avec ou sans emploi, nous subissons le pouvoir économique d'une même poignée d'exploiteurs, pour qui nous ne sommes que force de travail et de consommation.

Exigeons la régularisation de tous les sans-papiers !

Et dès aujourd'hui, unissons-nous pour virer tous ces politiciens à la solde des riches !

Organisons-nous nous-mêmes pour détruire le capitalisme et partager les richesses.

Rezo-antiK. 20/09/06

« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »